Collèges et lycées du XXI^e siècle : la révolution de l'autonomie ? Daniel Mallet, Maurice Berrard

Armand Colin Paris, 2012, 190 p.

Jean-Michel Leclercq

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/3100>

DOI : 10.4000/ries.3100

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2013

Pagination : 27-29

ISBN : 978-2-85420-599-2

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jean-Michel Leclercq, « *Collèges et lycées du XXI^e siècle : la révolution de l'autonomie ?* Daniel Mallet, Maurice Berrard », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 62 | avril 2013, mis en ligne le 01 avril 2013, consulté le 05 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/3100> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.3100>

Ce document a été généré automatiquement le 5 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Collèges et lycées du XXI^e siècle : la révolution de l'autonomie ? Daniel Mallet, Maurice Berrard

Armand Colin Paris, 2012, 190 p.

Jean-Michel Leclercq

RÉFÉRENCE

Collèges et lycées du XXI^e siècle : la révolution de l'autonomie ? Daniel Mallet, Maurice Berrard. Armand Colin Paris, 2012, 190 p.

- 1 Cet ouvrage procède en deux étapes. Il retrace d'abord l'histoire et le bilan des dispositions prises en France en faveur de l'autonomie des établissements scolaires depuis la Révolution de 1789. Il présente ensuite, pour les collèges et les lycées, un projet de politique d'autonomie et les modalités de sa mise en œuvre.
- 2 La partie historique remonte à la Révolution de 1789 pour identifier les deux conceptions de l'État qui s'opposent et qui ont des incidences directes sur l'idée à se faire de l'autonomie des établissements scolaires : celle d'une République dotée d'un pouvoir fort et celle d'un État partisan d'un rôle plus modéré, avec un équilibre entre le centre et la périphérie. La première conception va triompher pendant le XIX^e siècle, quand un monopole de l'enseignement pour l'État n'autorisera que de timides avancées vers l'autonomie. C'est au XX^e siècle que la marche vers l'autonomie s'accélère, à partir de la réforme Leygues de 1902, qui précise que les lycées d'État bénéficient d'une certaine autonomie aux plans administratif et financier. Cette réforme sera suivie de bien d'autres jusqu'en 1968 et pendant la période actuelle. Mais au seuil du XXI^e siècle, l'évolution est inachevée et n'a pas permis les ruptures qui s'imposeraient pour qu'une autonomie effective des établissements soit possible. De sérieuses ambiguïtés subsistent, principalement à cause du « cocktail étonnant » que représentent les collèges et les lycées en devenant des « lycées publics locaux d'enseignement » (EPL).

Ceux-ci relèvent en même temps d'une politique de centralisation en tant que service public, d'une politique de déconcentration par le statut du chef d'établissement, d'une politique de décentralisation par leur logistique et d'une politique de décentralisation fonctionnelle par leur conseil d'administration.

- 3 La mise en œuvre de la politique d'autonomie préconisée par les auteurs passe par la voie législative qui conduira à la présentation de deux projets de loi. Le premier projet de loi intitulé « Compétences et responsabilités » redéfinira les rôles de l'État, des établissements et des collectivités locales. L'État devrait se recentrer sur son rôle fondamental d'organisateur, de garant et de conseil. Mais il ne devrait plus assurer lui-même l'enseignement. Par ailleurs serait faite une distinction entre les règles impératives et les recommandations, pour alléger le corpus réglementaire et assouplir le fonctionnement administratif et pédagogique. Les EPLE seraient désormais dénommés « collèges et lycées de pleine autonomie ». Un second projet de loi « Fonction publique enseignante » définirait le statut de celle-ci. Les enseignants resteraient des fonctionnaires et l'État réglementerait l'accès à la profession. Mais, par l'intermédiaire de centres de gestion régionaux, ils seraient recrutés par les établissements sur un contrat leur laissant le choix de leurs interventions avec les rémunérations afférentes. Les mutations s'effectueraient dans le cadre des vacances de postes annoncées par les établissements.
- 4 Ces dispositions impliqueraient un management éducatif visant « à libérer chaque acteur dans sa capacité d'adaptation et de création »¹. Ce management éducatif implique en même temps des attitudes et des démarches spécifiques. Les attitudes sont commandées par la confiance. Celle-ci n'est pas accordée ou refusée selon des indices immuables mais construite dans une analyse des succès et des échecs rencontrés dans les efforts pour la gagner aussi bien entre deux individus qu'au plan collectif. Les démarches s'inspirent de l'éthique de la discussion prônée par Jürgen Habermas pour aboutir à des décisions acceptables par tous sans la prétention de certains à être victorieux et sans l'amertume d'autres d'être perdants. Le profil du manager-éducateur (le tiret s'impose) se caractérise par la reconnaissance de la légitimité de sa fonction de direction, par la nécessité de la référence à des valeurs humanistes et la construction collective de solutions après une discussion argumentée.
- 5 Pour les auteurs, les mesures qu'ils proposent permettraient d'éviter les écueils auxquels se heurte le système éducatif français. Ces mesures rendraient aux enseignants le dynamisme de construire les projets locaux nécessaires pour pallier les « régressions qualitatives » dont pâtissent les élèves en dépit des progrès quantitatifs de la scolarisation. Ces mesures aboutiraient également à une refonte de la formation des personnels susceptibles d'améliorer les résultats des élèves aux tests internationaux notamment en donnant à chacun des 7 882 établissements secondaires les orientations les mieux adaptées pour la réussite de tous leurs élèves dans la responsabilité et l'autonomie.
- 6 Daniel Mallet et Maurice Berrard sont bien conscients des ambitions de leur propos et des critiques qu'il peut susciter, comme celles de s'aligner sur un modèle anglo-saxon, marqué par un libéralisme débridé, d'atteinte au service public, de préférence accordée à l'enseignement privé et de renforcement des inégalités. Ils écartent ces critiques en faisant valoir qu'il est toujours regrettable de se priver des bonnes idées d'où qu'elles viennent et que toutes leurs propositions sont dictées par le souci de résoudre les problèmes grâce à davantage de souplesse et d'efficacité. C'est dans cet esprit qu'ils

veulent engager une refondation de l'école en France. Ce sont les mots mêmes de l'actuel ministre de l'éducation nationale en France. Ce n'est pas ici le lieu pour apprécier les proximités et les différences entre les deux entreprises. Quoiqu'il en soit, par les informations qu'il réunit sur la situation française ainsi que sur celle d'autres pays et par les réflexions qu'il offre, cet ouvrage mérite une lecture attentive.

NOTES

1. Page 120.
-

AUTEURS

JEAN-MICHEL LECLERCQ

Docteur d'État ès lettres. Jusqu'en 1980, il a été directeur d'instituts français à l'étranger et conseiller culturel dans les ambassades de France. De 1980 à 1992, il a été chargé des études comparatives sur les systèmes d'enseignement et les politiques éducatives au ministère de l'éducation nationale. Président de l'Association francophone d'éducation comparée (1992-1998), il est aujourd'hui expert auprès du Conseil de l'Europe et l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur l'éducation en Europe et au Japon.